

La Sûreté de l'Etat chine



L'ancien bourgmestre faisant fonction de Huy, Eric Dosogne (à g.) aurait accepté de renseigner un contact chinois sur les faits et gestes de Samuel Cogolati (à dr.). © SUDINFO, BELGA.

justice Une instruction ouverte après le piratage du PC de Cogolati

JO. MA., A. SE.
(AVEC DE TIJD, KNACK ET RTBF)

Tout commence dans la nuit du 5 au 6 janvier 2021 lorsque celui qui est alors vice-président (Ecolo) de la commission des Relations extérieures de la Chambre reçoit un courriel de prétendus journalistes lui rappelant l'incarcération, depuis quelques semaines, de Zhang Zhan, une avocate condamnée à quatre ans de prison pour avoir critiqué la gestion de l'épidémie de covid par les autorités chinoises. En février, il devait justement déposer à la Chambre une résolution « visant à condamner les actions perpétrées par le gouvernement de la République populaire de Chine envers les Ouïghours et les minorités musulmanes ».

L'initiative vaudra au Hutois de figurer six semaines plus tard sur une liste de dix Européens sanctionnés par la Chine, tous accusés d'avoir porté de « graves atteintes à la souveraineté et aux intérêts chinois ». Mais l'intimidation diplomatique n'est pas le seul moyen qu'aurait déployé Pékin pour calmer, ou à tout le moins surveiller, les ardeurs du jeune député : le courriel reçu au début du mois de janvier 2021, alertera deux ans plus tard le Centre de cybersécurité belge (CCB), serait en réalité une tentative d'intrusion informa-

tique menée par APT31, un groupe de hackers suspecté de travailler pour les services secrets chinois.

Selon un acte d'accusation dressé en janvier 2024 aux Etats-Unis et s'appuyant sur une enquête du FBI, sept présumés pirates chinois membres d'APT31 auraient envoyé, ces dernières années, des milliers de courriels frauduleux à des politiciens américains et à leurs proches, à des fonctionnaires US de haut rang ainsi que, en janvier 2021, à plus de 400 personnes et entités liées à l'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC). Un groupe d'élus critiques de Pékin dont est membre M. Cogolati.

Le 4 avril 2024, le parlementaire a porté plainte au commissariat de police de Saint-Josse. Quelques semaines plus tard, une plainte a également été déposée entre les mains d'un juge d'instruction bruxellois. Son objet ? Hacking, atteinte à la sécurité de l'Etat, organisation criminelle, précise son avocat Alexandre Wilmotte. « Nous voulions que ce dossier soit suivi par la justice », commente le conseil de Samuel Cogolati. « L'intérêt de cette procédure est aussi de pouvoir identifier d'éventuelles failles de sécurité et de sensibiliser les élus. » La Chambre, elle, s'est portée partie civile dans ce même dossier.

DÉFENSE

Achat de blindés : De Wever a rencontré Macron à l'Elysée

La France est disposée à fournir les efforts nécessaires afin de rééquilibrer les retours sociétaux pour la Belgique dans le dossier CaMo, a-t-on appris mardi dans l'entourage du Premier ministre, Bart De Wever, après son déjeuner de travail à Paris avec le président français Emmanuel Macron. « Une visite couronnée de succès », selon le chef du gouvernement fédéral. La défense faisait partie des sujets évoqués entre les deux dirigeants, notamment l'acquisition de véhicules blindés dans le cadre du partenariat « Capacité Motorisée » (CaMo) noué entre les deux pays. Un projet de rapport de la Cour des comptes contient de sévères critiques sur les coûts de cette acquisition de près de 400 Griffon et Jaguar par l'armée belge. Il n'y a pas de problème budgétaire, selon le Premier ministre, mais un déséquilibre dans les « retours sociétaux » pour l'industrie belge dans le cadre de ce partenariat. « La France et la Belgique ont toutes deux intérêt à renforcer cette coopération », a souligné M. De Wever. « Cela ne doit pas être un caillou dans la chaussure, mais au contraire devenir un bijou. »

BELGA

SUÈDE

Une fusillade fait au moins trois morts, un suspect en fuite



© VIA REUTERS.

Trois personnes ont été tuées dans une fusillade mardi soir à Uppsala, à une soixantaine de kilomètres au nord de Stockholm, a annoncé la police suédoise, qui a souligné un nouvel épisode de violence meurtrière dans le pays nordique : « Trois personnes sont mortes mais leur identité n'est pas confirmée pour l'instant », a dit Magnus Jansson Klarin, porte-parole de la police de la ville à l'AFP. Selon plusieurs médias, la fusillade serait intervenue dans un salon de coiffure du centre de la ville, des témoins évoquant plusieurs coups de feu. Une personne aurait pris la fuite sur un scooter. « Nous avons reçu des informations faisant état d'une personne masquée sur un scooter, nous vérifions ces informations », a ajouté le porte-parole de la police. Selon la chaîne de télévision publique SVT, l'une des personnes décédées est un homme qui était visé par une enquête sur un projet d'attaque visant un parent du chef de gang Ismail Abdo. La police n'était pas en mesure de dire qu'il s'agit d'un nouvel épisode lié à la guerre des gangs qui sévit depuis plusieurs années dans le pays. Elle a indiqué qu'elle avait reçu peu après 17 h « des appels de personnes qui ont entendu de fortes détonations évoquant des coups de feu dans le centre d'Uppsala ». Des policiers en uniforme ont établi un périmètre de sécurité. AFP

Votre printemps, nos VEDETTES de saison



Gran Barón
toutes les bulles

-20%
à partir de 3 bouteilles



Côtelettes d'agneau

€9
/500g
€ 18,00/kg

L'abus d'alcool nuit à la santé
Valable jusqu'au 22/4/2025 inclus. Avec Xtra. Présentez votre Xtra à la caisse. Votre réduction sera déduite automatiquement.
Envie de passer à Xtra ? Téléchargez l'app ou demandez votre carte en magasin et profitez immédiatement de vos réductions.

colruyt
meilleurs prix